

Le président suppléant (M. Blaker): Revenons au débat. Le député de Churchill (M. Murphy) a la parole.

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, j'ai trouvé intéressant de voir les représentants de deux partis importants de la Chambre des communes parler de la crise de leadership qui afflige le pays. Malheureusement, ils se sont contentés de se demander si le premier ministre (M. Trudeau) était le plus détesté ou si les candidats à la direction du parti conservateur avaient des orientations à offrir, et que sais-je, encore. Ils ont passé sous silence quelque chose de beaucoup plus important, selon moi. Ce n'est pas une question de personnalité ou de sondage Gallup. Il ne s'agit pas de savoir comment un parti dépose ou impose un chef. Ce qui importe, c'est que notre pays n'a aucune orientation en matière économique. Quand le parti conservateur présente une motion, le débat devrait, selon moi, porter sur cette dernière. Le discours du trône doit normalement donner une idée des orientations que l'on retrouvera dans les projets de loi, le budget et d'autres mesures dont sera saisie la Chambre pour qu'elle en débattenne et, dans certains cas, les adopte. Le dernier discours du trône remonte à trois ans et trois ou quatre jours et, depuis ce temps, le gouvernement libéral a erré sans but en matière politique et économique.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Il a titubé.

M. Murphy: Oui, le député à ma droite a peut-être raison. Le terme qu'il propose décrit peut-être mieux l'action du gouvernement. Les Canadiens, quelle que soit leur région, n'ont aucune confiance dans la capacité de ce gouvernement. Ils ignorent absolument quels sont ses plans pour le Canada.

Le discours du trône dont il a fait mention, discours qui remonte à plus de trois ans, parlait de donner un rôle accru à l'Agence d'examen de l'investissement étranger, et de réduire le déficit et le taux de chômage. On y faisait mention du programme de promotion sociale, de réforme des pensions et d'un certain nombre d'autres engagements, monsieur le Président, mais le gouvernement n'a pas encore agi. Il a eu trois ans pourtant pour réaliser le mandat qu'il s'était donné, pour présenter ici même des projets de loi, des budgets et des mesures, afin de lancer des programmes qu'il avait lui-même promis. Le discours du trône du 14 avril 1980 ne lui a pas été imposé; il a été rédigé par le premier ministre, son cabinet et ses collaborateurs. Il s'agissait d'une orientation que le gouvernement promettait au pays, mais il violait sa promesse, monsieur le Président. Il avait promis aux retraités une réforme des pensions, mais ils l'attendent encore. Les femmes, les handicapés et les autochtones devaient, prétendument, bénéficier de programmes de promotion sociale, mais il n'en est rien. On devait donner de l'emploi aux chômeurs. On avait promis à ceux qui s'inquiétaient du déficit qu'il serait réduit. Tous les ministériels qui sont intervenus cet après-midi ont loué les résultats obtenus par le gouvernement dans ces domaines, prétendant que c'est l'opposition qui a gêné ses actions ou que la conjoncture économique avait changé. Ils avaient un certain nombre d'excuses,

Les subsides

une kyrielle même, pour justifier l'échec du gouvernement. Leurs accusations ne sont tout simplement pas fondées.

● (1700)

Dans beaucoup de domaines abordés dans le discours du trône, le gouvernement n'a présenté ni projet de loi ni proposition. Il s'est contenté de prétendre que l'opposition l'avait empêché d'agir, ce qui est tout à fait faux. Il n'avait ni projet de loi ni programme à nous présenter en matière de promotion sociale.

Par conséquent, je prétends que, étant donné que le gouvernement n'a pas rempli les promesses contenues dans le discours du trône d'il y a trois ans, ce discours s'en trouve invalidé. Il appartient au gouvernement de présenter un nouveau programme, une nouvelle plate-forme, exposant ce qu'il veut présenter à la Chambre des communes. Nous savons maintenant que le discours du trône qui a inauguré la session actuelle ne figure plus dans le jeu. Il ne contient pas les propositions sur lesquelles travaillera le gouvernement.

Nous savons, par exemple, que, dans le cas de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, le gouvernement va dans une direction tout à fait opposée. Pendant la période des questions, les libéraux ont admis qu'en ce qui concerne le chômage, ils ne feront pas grand-chose. Par conséquent, ils ne tiendront pas les promesses faites dans le discours du trône.

Tous les Canadiens, à l'intérieur et à l'extérieur de la Chambre des communes, souffrent de ce que ce gouvernement n'offre aucune orientation. Je me joins donc à mes collègues pour réclamer un nouveau discours du trône dès maintenant. Il est temps que le gouvernement nous donne une idée de la direction qu'il désire suivre. Il est temps que les Canadiens sachent si le gouvernement a un plan, des buts ou des objectifs de sorte que les habitants de la région Atlantique, du Québec, de l'Ontario, du Nord-Ouest et du Yukon sachent si, oui ou non, il y a des plans de développement régional et s'il se préoccupe de leurs problèmes. Les Canadiens ont le droit de savoir. Toutefois, les Canadiens ne méritent pas un autre discours du trône aussi faux que celui d'il y a trois ans.

Nous avons besoin d'un discours du trône, nous avons besoin des mesures législatives qui en découlent et nous avons besoin d'action sous forme de budgets et d'autres mesures économiques répondant aux besoins des Canadiens. Il nous faut un discours du trône que le gouvernement suivra. Nous voulons un document qui dise clairement où le gouvernement veut conduire le pays et nous voulons des mesures législatives qui suivent la même orientation.

J'ai assisté à une conférence à Flin Flon au Manitoba, organisée par le Flin Flon Crisis Group. Essentiellement, cette conférence était organisée pour les femmes, et les hommes, qui se préoccupent du sort des femmes dans notre société. J'ai parlé des programmes gouvernementaux et j'ai fait remarquer que le gouvernement n'avait pas pris de mesures de promotion de la femme.